



Richard Kinley est Secrétaire exécutif adjoint du Secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Citoyen canadien, M. Kinley a également servi le Gouvernement du Canada en travaillant dans les domaines de la politique environnementale internationale, de l'environnement et du management des ressources du Nord, ainsi que de la politique internationale en matière de climat.

E-mail secretariat@unfccc.int

Web <http://unfccc.int>

Un haut responsable du Secrétariat de l'ONU sur les changements climatiques fait l'éloge des nouvelles normes ISO 14064 et ISO 14065

Cette interview est une mise à jour d'une version plus longue parue dans les colonnes du numéro d'ISO Focus de juin 2006 (www.iso.org/iso/focus), dans un dossier consacré aux normes ISO à l'appui d'un environnement durable. L'interview a été menée par la journaliste rédactrice d'ISO Focus, Elizabeth Gasiorowski Denis.

Elizabeth Gasiorowski Denis: *Quelle est la mission de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ?*

Richard Kinley: La Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est au centre de la réponse globale au changement climatique. Son objectif à long terme est la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau susceptible de prévenir une interférence anthropogène dangereuse avec le système climatique. Forte de 189 parties, cette Convention est virtuellement un instrument universel.

EGD: *Dans la première année d'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, les signataires visent à abaisser les niveaux d'émission de gaz à effet de serre d'ici 2012. Les nouvelles normes ISO 14064 et ISO 14065 fournissent des outils pour évaluer, vérifier et valider les émissions et réductions des gaz à effet de serre. En quoi pensez-vous que ces normes peuvent contribuer*

au développement des échanges de droits d'émission, et quelles sont les attentes en ce qui concerne le développement d'un tel marché ? Comment pensez-vous que les pays en développement en bénéficieront ?

Richard Kinley: Le marché du carbone offre des possibilités à exploiter en matière de moyens financièrement rentables de réduire les émissions. Comme les normes pour tout autre secteur du marché, ces normes ISO fourniront des cadres pour évaluer et vérifier les gaz à effet de serre à différents niveaux. Appliquées à grande échelle, elles permettront d'abaisser le coût des transactions, notamment pour les entreprises qui opèrent dans plusieurs pays. La charge que représentent la prise en compte et la compréhension des différentes règles et réglementations applicables a un coût dont les entreprises peuvent être dispensées grâce à l'utilisation de ces normes.

Les normes ISO fournissent des lignes directrices pour différents systèmes

Les normes ISO fournissent des lignes directrices pour différents systèmes de transactions sur les marchés et contribuent ainsi à ce que les acteurs économiques intègrent la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans leurs prises de décision. Les normes ISO peuvent également servir de base pour aider à l'articulation de différents mécanismes d'échange, en assurant que le produit, en l'oc-

currence le carbone, est considéré équivalent.

Le Mécanisme pour un développement propre (MDP), un des mécanismes d'échange mis en place par le Protocole de Kyoto, offre des crédits d'émission certifiés en échange de projets d'investissements dans le développement durable visant à réduire les émissions dans les pays en développement.



Le siège de la CCNUCC, Bonn (Allemagne).

L'infrastructure MDP inclut un processus pour l'approbation des méthodologies et un système d'accréditation des organismes qui fournissent des services pour la validation et la vérification des activités conduites dans le cadre de projets MDP.

Ces projets ont, je crois, servi d'exemple ou de référence pour le développement de parties de normes ISO plus génériques et seront largement utilisés dans d'autres mécanismes afin d'aider les organismes et les entreprises à concevoir et à développer

des inventaires d'émissions de gaz à effet de serre et des projets liés au carbone.

Je voudrais également mentionner le fait que le développement du système d'accréditation MDP, adopté il y a plusieurs années, s'est inspiré à l'époque des normes ISO et des pratiques d'évaluation correspondantes.

Le fonctionnement global de l'accréditation est l'un des éléments fondamentaux du MDP. Il engage des équipes d'évaluation internationales et un panel d'accréditation qui émet des recommandations sur l'accréditation au Bureau exécutif du MDP.

Ce panel, qui fournit des supports techniques au système d'accréditation MDP, compte parmi ses membres des experts très qualifiés issus des organismes d'accréditation nationaux et internationaux, notamment M^{me} Maureen Mutasa, actuelle Présidente du DEVCO (Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement) et M. Thomas Facklam, Président du Forum international de l'accréditation, qui participe à ce panel en qualité d'observateur.

Le MDP a connu une croissance exponentielle depuis l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto en 2005. À la fin 2005, seules quelques dizaines de projets avaient été enregistrés. Au 7 décembre 2006, 288 projets MDP sont déjà inscrits et plus de 800 autres sont en cours d'étude.

L'éventail de ces projets est large, ils vont de la mise en place de petites stations d'hydro-énergie et de captage de gaz d'enfouissement, à des usines de production d'électricité à partir de la biomasse et de champs d'éolien-

nes. Les résultats totaux attendus en matière de réduction des émissions grâce à ces projets devraient atteindre en 2012 plus de 1,2 milliards de tonnes, soit pratiquement l'équivalent du volume des émissions enregistrées en 2003 pour le Canada et la France.

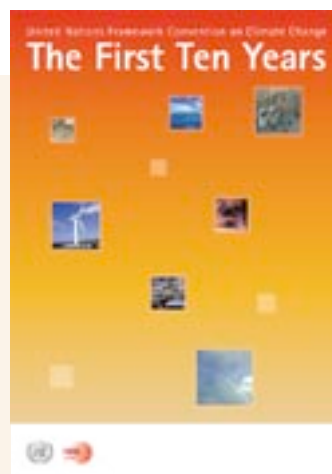
Outre la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la mise en œuvre des projets MDP contribuera à améliorer l'efficacité énergétique, le transfert des nouvelles technologies et apportera d'autres bénéfices annexes aux pays en développement.



Appliquées à grande échelle, ces normes permettent d'abaisser le coût des transactions pour les entreprises

EGD: *Vous avez dit dans votre message prononcé à l'occasion du premier anniversaire du Protocole de Kyoto que « la mise en œuvre du Protocole aidera à dynamiser l'innovation technologique nécessaire pour réduire encore davantage les émissions. » Pouvez-vous développer cet aspect ? Quel est le rôle des normes pour la diffusion de l'innovation et les bonnes pratiques environnementales ?*

Richard Kinley: La réduction efficace des émissions et les efforts pour s'adapter au changement climatique nécessitent le déploiement de technologies existantes et le développement de nouvelles technologies, ainsi que la facilitation du transfert des technologies aux pays en développement. Les investissements consentis à ce jour



Les dix premières années - Un bilan des mesures prises durant la dernière décennie pour combattre les changements climatiques et atténuer leurs effets négatifs.

définiront le développement et les trajectoires des émissions, ainsi que l'aptitude des pays à gérer les impacts climatiques au cours des 30 à 50 prochaines années.

Les limites en matière d'émissions de gaz à effet de serre convenues dans le cadre du Protocole de Kyoto poussent les entreprises et les dirigeants à rechercher des politiques et des solutions technologiques innovantes, pour aider à réduire les niveaux d'émission. Les échanges de droits d'émission se sont révélés constituer un instrument politique très efficace pour l'innovation technologique.

L'un des premiers exemples concrets de cette dynamique est illustré par le programme américain relatif aux pluies acides. Il est envisageable que les normes environnementales puissent promouvoir l'innovation d'une manière similaire : en établissant un objectif de performance environnementale à atteindre par les entreprises, elles fournissent des incitations pour rechercher des améliorations technologiques

et mettre en œuvre des solutions innovantes.

EGD: *Outre la famille des normes ISO 14000 relatives aux systèmes de management environnementaux (SME), à l'étiquetage et à l'analyse du cycle de vie, l'ISO élabore des Normes internationales pour la protection de l'environnement par l'utilisation de sources d'énergie de substitution, le recyclage, l'efficacité énergétique, la conservation et les systèmes techniques, etc. Pouvez-vous expliquer comment ces autres normes environnementales pourraient être source de valeur ajoutée pour les gouvernements et les entreprises et quelles sont les attentes que vous nourrissez envers l'ISO ?*

Richard Kinley: Les préoccupations environnementales sont en train de devenir des composantes essentielles d'une saine gestion d'entreprise et elles constituent aussi, pour les gouvernements, des aspects fondamentaux de nature sociétale et économique. Les normes ISO fournissent des outils permettant aux entreprises et aux gouvernements d'évaluer et d'améliorer leurs performances environnementales en se fondant sur des critères acceptables.

C'est là un pas fondamental pour être à même d'identifier les problèmes et leurs solutions potentielles. L'ISO apporte une contribution importante à la protection du climat. J'espère que l'ISO continuera à mener à bien sa mission importante et lui souhaite les meilleurs succès.

